

COLOMBIE - Émancipation et lutte en période de pandémie. Arrêtons-nous et mettons-nous debout

Manuel Rozental

mardi 24 mars 2020, par [Claude Bourguignon](#)

18 mars 2020.

Affronter la pandémie du COVID 19, ici et maintenant, depuis la Colombie ou d'autres pays, nous oblige, ou devrait nous obliger, à faire un constat : il est urgent de nous rebeller, de résister et de refuser la subordination. Au lieu de cela, comme l'affirme cet article écrit par un professionnel de la santé, l'ordre mondial est consolidé, discipliné et on compte sur notre complicité. On commence par exiger l'isolement « responsable » de ceux qui, méprisés, avaient déjà été relégués dans l'oubli, et on manipule ceux qu'on nomme sans vergogne « nos anciens ». Et qui se fait le porte-parole de cette propagande ? La même puissance qui a mis en péril leur système immunitaire en leur refusant droits, libertés et dignité. Comment penser, comprendre et combattre la pandémie COVID 19 tout en restant des peuples dignes ? Lorsque la peste est là, comment éviter de se mettre à genoux devant le pouvoir qui l'engendrée et qui en profite pour nous recruter ?

On en viendrait même à se demander si cela vaut la peine de faire un commentaire. Une discipline moralisatrice définit ce qui est bien ou mal, et montre du doigt les irresponsables, ceux qui constituent une menace pour les autres, les pestiférés, tout en décrétant, réglementant, ordonnant ; elle nous met au pas en brandissant des statistiques sur l'augmentation des cas, sur la contagion, sur les morts. Que dire de la manière dont le langage du pouvoir et des états est reproduit, imité, pas seulement dans chaque maison, chaque quartier, mais aussi dans les organisations et le mouvement social, qu'il soit communautaire, urbain et rural ? Il s'agit de « vaincre le virus » et la victoire « est entre nos mains ». Les médias et les États, les dirigeants, ont la parole et le pouvoir, tout cela pour notre bien. Apparemment, ce n'est pas le moment de poser des questions, de continuer sur le chemin de la résistance et de la révolution. Maintenant, comme tant d'autres fois, mais à un niveau global, une vague gagne tous les espaces et toutes les consciences, et notre devoir, nous dit-on, c'est de nous enfermer, ne pas sortir, nous laver les mains et signaler les contrevenants. Car ne pas le faire reviendrait à tuer « nos anciens », et à nous rendre complices de leur mort. Lutter contre l'establishment ne servirait à rien. Il faudra le faire plus tard, lorsque nous aurons vaincu le mal grâce à la discipline et l'obéissance.

Plus tard, il faudra poser des questions et enquêter sur l'origine de COVID 19, déterminer si il a ou non servi les intérêts de certains, de ceux qui l'auraient conçu et diffusé ou simplement, auraient tiré des plans pour en tirer profit, au bénéfice d'un capitalisme mondial en crise, du patriarcat, de l'économie mondiale et de certains secteurs. Nous aurons le temps de faire tout cela, ce sera nécessaire. Toute personne saine d'esprit, raisonnable, ne peut nier que de telles questions, et bien d'autres, soient rationnelles, raisonnables et indispensables. L'histoire du pouvoir sous le capitalisme est suffisamment lourde pour justifier des recherches et des investigations de ce type. Et il y a autant de raisons de penser que l'establishment refusera de le faire parce que son principe, c'est l'occultation et parce qu'il se protégera. Mais ce n'est pas le moment, du moins dans les réflexions et questions que je partage ici, de donner la priorité à cette question. Le COVID 19 existe, il infecte, il tue, il se propage, et des mesures doivent être prises pour faire face à la pandémie. Cette considération n'annule pas ce qui était dit plus haut. Il s'agit seulement de remettre les choses à leur place.

Ici, je me contenterai d'esquisser une analyse à partir de ce que j'observe, plus précisément, à partir de la Colombie (et d'autres pays du continent). J'attirerai l'attention, pour commencer (souhaitons-le !) sur certaines questions et certaines attitudes qui restent invisibles.

Dans le désordre, on peut évoquer :

Les gouvernements et les médias qui ordonnent aux gens de ne pas sortir de chez eux, mais de se signaler aux autorités sanitaires en cas de symptômes de grippe et de fièvre. Tout d'abord, il convient de noter que ce message s'adresse à la « classe moyenne », voire aux groupes les plus riches. En fait, ils se parlent entre eux. Ou font comme si nous étions tous comme eux. Ils nous incitent à rester à la maison, à trouver des activités pour ne pas nous ennuyer, à partager avec nos familles, etc. La propagande, comme les publicités auxquelles les médias commerciaux nous ont habitués, s'adresse au groupe des propriétaires, ou au moins, aux salariés, dont le plus grand souci est de devoir rester chez eux, dans leur appartement privé ou de travailler et étudier virtuellement. Or, la plupart des salariés ne vivent pas de leurs seuls revenus salariaux. En outre, une très grande partie de la population survit difficilement, grâce à des emplois informels, toujours à la recherche de plusieurs emplois simultanés. Ces gens vendent des minutes de téléphone portable, des billets de loterie, du café, des bonbons, des adresses... Ils jonglent au coin des rues, aux feux de circulation, ils mendient, beaucoup de femmes travaillent comme domestiques. Je ne vais pas dresser une liste exhaustive. Ce serait impossible ! Les gens, bref, ne sont pas ceux que les gouvernements et les moralistes ciblent. Rien d'étonnant à cela puisque ces gens sont les mêmes depuis toujours, le produit le plus considérable et le plus efficace de notre histoire : celui de l'oubli. Pour la majorité, rester chez soi et obéir de manière « responsable » aux décrets et aux ordres de l'État est impossible et suicidaire. En fait, s'ils ne sortent pas pour vendre, et ne se vendent pas dans la rue, leur système immunitaire est en danger. Parce que la faim est l'immunosuppresseur le plus important et le plus généralisé dans nos sociétés. Parce que le surpeuplement est la forme de logement la plus courante et la plus établie. Parce que tout le monde n'a pas assez d'eau pour se laver régulièrement les mains avec du savon. Parce que même si l'armée et l'État distribuent des antiseptiques (comme on fait la charité), la quantité reste insuffisante et il n'est pas toujours possible de suivre les protocoles nécessaires. Mentionner cette seule réalité montre avec évidence ce que la stratégie de prévention COVID 19, qui a cours actuellement, ignore. Mais il y a plus, ces victimes de COVID 19 et du moralisme de l'endiguement de la pandémie seront pénalisées, sans soutien ni protection. Victimes d'une double peine.

Si l'on est un de ces oubliés, et qu'on signale un vague symptôme de grippe, comme il est demandé de le faire pour assurer le suivi de la pandémie et concevoir des actions de confinement, il y aura une visite à domicile, des tests de diagnostic et des recommandations d'isolement et un traitement symptomatique. Mais ces mesures, pour les personnes qui ne font pas partie de la « classe moyenne », portent un nom : la « quarantaine ». Et la quarantaine, pour un vendeur ambulancier, pour une famille déplacée à cause de la guerre extractiviste et des méga-projets, bref, pour la plupart des gens, c'est la mort. Pourtant, comme l'expliquent les médias, la plupart des gens se rétablissent ou présentent des symptômes mineurs, les enfants ne sont généralement pas touchés et les victimes les plus vulnérables, les personnes âgées et immunodéprimées, ne constituent pas la majorité de la population. Je ne prétends pas avoir la science infuse, mais j'imagine qu'on pourrait faire un calcul raisonnable, dans ce climat d'angoisse, avec ce désir de survivre qui nous étreint : on pourrait tout mettre sur la balance et ne pas signaler des symptômes légers, mettre un masque (si on l'obtient à un prix abordable car les prix ont grimpé en flèche), faire ce qui est possible pour se laver et continuer à vivre comme on peut. Simplement parce que signaler des symptômes et se comporter comme l'État l'ordonne, n'est pas viable. C'est bon pour les autres.

Mais je dois dévoiler maintenant ce qui est systématiquement dissimulé. Notre pays (comme beaucoup) ne dispose pas d'un système de santé. Nous prions chaque jour pour qu'il ne nous arrive rien et que nous n'ayons pas besoin de soins médicaux. Le système marchand d'assurance-maladie mis en place pour capitaliser les entreprises financières sous prétexte de soins de santé n'est pas seulement difficile d'accès. Il contrevient systématiquement aux droits, il maltraite les gens, les ruine, et les rend malades... et cela a commencé bien avant la pandémie ! Aujourd'hui, on nous parle d'autorités sanitaires », d'attention, de mesures, de soins pour la vie, alors que cette vie, on la méprise et que c'est à cela que sert le système de santé de la Colombie (et d'autres pays).

Que dire des « ballades de la mort » infligées à des personnes qui ont besoin de soins urgents du fait de graves problèmes de santé, du refus de fournir des services, de l'impossibilité d'obtenir des autorisations même pour des tests de diagnostic ? Il est normal, par exemple, qu'une femme enceinte doive recourir à une échographie privée parce que son enfant sera né depuis longtemps lorsqu'enfin on délivrera l'autorisation de prise en charge ; au niveau de la loi comme dans les faits, la marchandisation de la santé, le démantèlement de la santé publique, l'exclusion systématique des soins et leur terrifiante détérioration ne sont pas seulement des réalités incontestables. En fait, le dommage est irréparable, car les intérêts et les profits que cette structure perverse génère sont entre les mains de l'establishment, de ceux-là mêmes qui ont la charge d'affronter en notre nom, depuis l'État, la pandémie qui s'abat sur ce système. Plus clairement, qui s'abat sur le dispositif de capitalisation au prix de la maladie et de la mort qui a supplanté par un bombardement de discours mensongers le système de santé déjà déficient qui existait. Le fait est que ces « classes moyennes » qui nous demandent d'être responsables et de rester isolés chez nous et au travail, qui réclament une éducation virtuelle, ont créé le système de santé de l'oubli pour se protéger, notamment en niant la douleur et la ruine massives auxquelles nous conduisent aujourd'hui la protection et l'endiguement de la pandémie.

Hier soir, le président de la République de la Colombie (et cette scène va se répéter ailleurs) a prononcé son allocution quotidienne, appelant à l'unité dans « notre » lutte commune contre la pandémie, une « cause de tous et de chacun », avec des tremolos dans la voix lorsqu'il évoquait « nos » anciens de plus de 60 ans, qui ont travaillé toute leur vie et méritent notre protection. Ce président et ce gouvernement (comme celui de tous les autres pays) ont nié ces anciens de plus de soixante ans. Ils ont préparé, promulgué toutes les réformes possibles et imaginables pour les tuer » avec un mépris très physique. Ils ont fait passer une réforme fiscale qui impose une TVA même sur le panier de base, qui supprime des aides et une prise en charge sociale sociale déjà honteusement basses pour la plupart des gens. Ils ont imposé une réforme du travail qui aggrave le taux d'exploitation des gens, qui crée de la pauvreté, qui génère la faim et transforme la survie et l'épargne en privilèges. Sans compter une réforme des pensions qui relève l'âge de la retraite et réduit l'accès à ces dernières, dans un pays où déjà quatre-vingt pour cent de « nos » anciens de plus de 60 ans n'ont accès à aucun type de pension (et les vingt pour cent restant doivent passer par une série d'épreuves : vols, retards de paiement, mauvais traitements, obligation de payer des avocats qui se paient grassement). Un président qui avait juré avec le parti au pouvoir qu'il n'engagerait pas une telle réforme. Ce ne sont là que certains volets d'un ensemble de réformes qui vise à sauver l'économie des riches en appauvrissant et en plongeant la majorité dans l'oubli et la misère, sans droits ni libertés. Les gens ne peuvent pas observer l'isolement que le gouvernement, pour « notre bien », prescrit, car ce même gouvernement a déjà livré les gens à l'épidémie de la faim, de la malnutrition, de la faiblesse et de la vulnérabilité. En Colombie, la plupart des gens sont déjà isolés par leur non-droit à la survie. Et maintenant on leur ordonne de pourrir en silence, pour le bien de tous.

Mais n'oublions pas que notre pays s'est soulevé le 21 novembre, en commençant une grande grève nationale. La plus grande mobilisation nationale des dernières décennies ne visait pas seulement le paquet de mesures imposés par Duque et son parti. Elle incriminait également les forces publiques qui bombardent sciemment les champs et les lieux où se trouvent des enfants, qui massacrent et cachent les cadavres, qui s'allient, forment, arment et commandent des paramilitaires, qui tuent des civils et les présentent comme des gens morts au combat et, qui, en récompense de ces actions criminelles, sont promus aux plus hauts postes et grades. Ils assassinent et infligent des blessures irréversibles (par exemple, en visant les yeux) à ceux qui protestent pacifiquement. Ils sont impliqués dans les actes de corruption les plus terrifiants. On a la preuve qu'ils menacent, persécutent et tuent ceux qui, de l'intérieur, ne tolèrent plus ces abus et révèlent la vérité. Ils sont liés de façon lucrative aux structures mafieuses. En Colombie (comme dans d'autres pays), on ne sait pas de quel côté sont les forces armées, car elles passent de l'un à l'autre au bénéfice de ceux qui nous volent la liberté, les droits, les territoires, la dignité et aussi la vie. Cette même force publique a reçu l'ordre de nous protéger de la pandémie maintenant que le gouvernement, pour couvrir tout ce qui a été dit et tout ce qu'il y aurait encore à dire, face à COVID 19, s'oriente vers le couvre-feu, l'état de siège et la militarisation de toute la société.

Mais le 21, nous ne nous sommes pas soulevés seulement parce que les forces publiques sont corrompues. Le gouvernement aussi l'est, de la base au sommet, président inclus. Alors que nous luttons contre

l'impunité pour les corrompus (parapolitiques, assassins ou tous ceux qui détournent le bien public à titre personnel), les lois sur l'impunité ont été adoptées. Nous avons la preuve, rendue publique, que des votes ont été achetés ce qui met en évidence la connexion récurrente entre éleveurs de bétail, parlementaires, trafiquants de drogue, hommes d'affaires et politiciens. Mais ce n'est là qu'un exemple. Le gouvernement qui se fait du souci pour « nos » aînés, est le concepteur, le gestionnaire, le complice et le bénéficiaire du trafic de drogue, une véritable politique d'État en Colombie (et dans d'autres pays). Mais c'est aussi un gouvernement corrompu, qui fait partie d'un establishment corrompu. En Colombie (et dans d'autres pays) le vol du bien public est systématique et colossal. Il relie gouverneurs, membres du Congrès, fonctionnaires, partis politiques, banques, transnationales, entreprises, trafiquants de drogue. C'est un ordre criminel de type mafieux. Sa devise est « La cupidité est la loi, le vol, sacré ».

Nous nous sommes également soulevés pour qu'ils arrêtent les méga-projets miniers, hydroélectriques, agro-industriels, de déforestation et d'extraction. Car ils ne se contentent pas de poursuivre ceux qui sont déjà en cours, ils en annoncent et en commencent beaucoup d'autres en Amazonie, dans le massif colombien, dans le Catatumbo et dans d'autres régions. En fait, ils détruisent toute la Colombie (et d'autres pays également), en déplaçant des gens, en les dépossédant de leurs terres (dans un pays où plus de 60% de notre alimentation provient encore de petites productions familiales). Ils commencent par détruire notre souveraineté alimentaire pour mettre la terre au service d'une mercantilisation qui empoisonne terre et gens, génère la faim et ne produit des profits que pour quelques-uns. Nous n'aurons même plus d'eau propre. C'est la principale cause du déficit immunologique de « nos » aînés que le président nous ordonne sans vergogne de protéger par des mesures et des ordres d'isolement.

Le plus affligeant dans ce scénario, c'est l'absence de débat et d'un travail qui permettent de poursuivre la lutte contre cet ordre de mort face à la pandémie. Oui, il est nécessaire de connaître le COVID 19 et de le contenir. Mais cela ne doit pas se faire au prix de la soumission et de la relégitimation d'un pouvoir pourri, qui détruit la planète au niveau global, génère des profits de plus en plus considérables, des excédents de population et de capital, et de ce fait, un déficit de vie. Pour surmonter sa crise, ce système a besoin de guerres et de pandémies.

Il est nécessaire de savoir et de contenir ce virus, ici et maintenant, de manière pratique. Mais c'est nous qui devons le faire, nous qui sommes debout et en route vers la conscience de notre liberté, et qui voulons sortir de l'oubli et de l'obéissance dans lesquels ils ont l'intention nous isoler définitivement. Le Président, soucieux de l'économie, prend des mesures avec le Conseil syndical et les grandes entreprises ; il consulte les chaînes touristiques et hôtelières, les compagnies aériennes et les firmes. Il dicte des mesures pour les protéger. Même les mouvements sociaux en appellent à l'unité et à un resserrement des rangs pour vaincre le virus. Se laissant guider par ces institutions qui génèrent les épidémies, la dépossession et les abus, ils finissent par répéter et imiter les politiques de l'État. Pour conclure, je me demande si les mouvements, les processus, les « classes moyennes » qui parlent la bouche pleine en exigeant de la discipline et en dénonçant les fléaux irresponsables, ne devraient pas se regarder dans le miroir de la honte et s'y reconnaître.

La principale mesure à prendre, pour faire face au COVID 19, le contenir, soigner ses victimes, prévenir les décès et surmonter l'épidémie, est, sans aucun doute, de créer, ici et maintenant, les ressources et les mécanismes qui permettront au plus grand nombre de s'isoler, se nourrir, être soigné, de rester en famille, et ne pas être soumis à la promiscuité. Mais aussi de ne pas subir, en plus du fardeau de la maladie, celui du signalement et des poursuites d'un État (et pas seulement d'un gouvernement) qui légifère dans le mépris des exclus, et accentue ainsi leur exclusion. Aucune pandémie, ni celle-ci, ni aucune autre, ne peut être affrontée et surmontée à partir du pouvoir, des États, ni des classes moyennes. Nous l'affronterons en mobilisant nos capacités, nos sensibilités et nos ressources contre un establishment qui, avec notre complicité, s'arroge le droit et nous donne le droit de dénonciation alors que notre devoir, c'est de nous organiser justement, et de travailler contre cette peste de l'oubli que nous reproduisons déjà.

Un exemple à suivre digne d'intérêt : [à cause du coronavirus, l'EZLN ferme les caracoles et appelle à ne pas abandonner les luttes actuelles](#). Comme toujours, ils ne s'attendent pas à ce que nous les imitions,

mais leur esprit de résistance et de rébellion nous interpelle et nous inspire. Cela contraste tristement avec tant de déclarations qui non seulement reflètent l'abandon des luttes mais aussi montrent qu'on peut tirer profit de la pandémie à des fins égoïstes.

En ce moment, comment pouvons-nous nous mobiliser et nous organiser pour obtenir, exiger, mobiliser des fonds, des ressources, de la logistique afin que des millions de personnes puissent rester chez elles et se protéger, en Colombie et ailleurs ? Comment imposer le droit aux soins et à l'attention dans la dignité ? À la nourriture, à la santé, à la justice, à la liberté ? C'est à nous de parler pour nos anciens, de les faire nôtres et d'exiger qu'ils soient respectés. C'est à nous tous de nous battre, de ne pas nous cacher derrière cette confortable farce qui cache et tue. C'est à nous de nous lever. Parce que la pandémie nous montre d'un seul coup qu'une grève n'est pas seulement une marche ou une mobilisation mais une mentalité digne, en nous organisant et nous mettant en marche... *maintenant* !

Pas d'aumône ! Solidarité, organisation, lutte, résistance et rébellion ! La grève est notre programme pour la dignité. Arrêter la pandémie, c'est nous mettre debout.

Emmanuel Rozental, médecin

[Pueblos en Camino](#)

Tissant résistances et autonomies

Vereda Quitapereza, Cauca,

Colombie

Abya Yala

Emmanuel Rozental, médecin et chirurgien, est engagé au sein des mouvements indiens et populaires du continent. Il a fondé l'Association colombienne d'infectiologie ([ACIN](#)) dont il a été le premier coordonnateur.

Traduction française de **Claude Bourguignon Rougier**.

Source (espagnol) : <https://pueblosencamino.org/?p=8201>.